

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/21650]

12 AOUT 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon dérogeant à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 déterminant les conditions et modalités d'octroi d'une aide aux agences immobilières sociales et aux associations de promotion du logement en vue d'effectuer des travaux de réhabilitation et de restructuration dans les biens immobiliers qu'elles prennent en gestion ou en location en vue de permettre le relogement des personnes sinistrées par les inondations du mois de juillet 2021

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, article 87, § 2, tel que modifié ;

Vu le Code wallon de l'habitation durable, articles 2 et 85bis, § 1^{er}, inséré par le décret du 15 mai 2003 et modifié par le décret du 20 juillet 2005, et § 2, inséré par le décret du 15 mai 2003 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 août 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 août 2021 ;

Vu le rapport du 4 août 2021 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 70.065/2/V du Conseil d'État, donné le 11 août 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence motivée par le fait que les inondations du mois de juillet 2021 ont rendu un nombre considérable de logements inhabitables, que l'offre de logements sur le marché locatif privé et public est insuffisante pour rencontrer la demande et qu'il est dès lors indispensable de mobiliser le plus largement possible les logements disponibles ou rapidement disponible en vue de permettre aux familles sinistrées de disposer d'un logement décent dans l'attente de réintégrer leur logement rénové soit de leur permettre de retrouver un logement pour une durée plus stable ;

Sur la proposition du Ministre du Logement ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définition

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par « arrêté », l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 déterminant les conditions et modalités d'octroi d'une aide aux agences immobilières sociales et aux associations de promotion du logement en vue d'effectuer des travaux de réhabilitation et de restructuration dans les biens immobiliers qu'elles prennent en gestion ou en location.

CHAPITRE II. — Dispositions dérogatoires à l'arrêté du 23 décembre 2010 déterminant les conditions et modalités d'octroi d'une aide aux agences immobilières sociales et aux associations de promotion du logement en vue d'effectuer des travaux de réhabilitation et de restructuration dans les biens immobiliers qu'elles prennent en gestion ou en location

Art. 2. Par dérogation à l'article 2 de l'arrêté, un opérateur peut demander l'intervention du Fonds pour tout bien immobilier qu'il prend en gestion ou en location en vue de la réhabilitation de logement mis à disposition des ménages dont le logement a été sinistré lors des inondations du mois de juillet 2021.

Ces logements ont vocation à être mis en état de manière rapide pour héberger temporairement les ménages sinistrés. Le logement sera occupé en vertu d'une convention d'occupation précaire ou d'un bail de résidence principale.

Dans un délai de trois mois à dater de l'entrée dans le logement pris en gestion, l'opérateur ajoute au dossier la preuve par toutes voies de droit que le logement des ménages occupants est temporairement ou définitivement inhabitable en raison des inondations ayant eu lieu en juillet 2021.

Dans l'hypothèse où le(s) titulaire(s) de droits réels souhaite(nt) remettre en état le bien suite à cette occupation précaire via la disposition d'aide déterminée par l'arrêté, la notion énoncée à l'article 2 de l'arrêté de prise en gestion pour la première fois est abrogée.

Art. 3. Par dérogation à l'article 5 de l'arrêté, les travaux financés dans le cadre du présent arrêté visent à réhabiliter des logements inoccupés et pris en gestion dans le cadre des circonstances exceptionnelles liées aux fortes inondations du mois de juillet 2021. Ces logements sont pris en gestion de manière transitoire. Les travaux financés sont répertoriés dans une fiche technique établie par le Fonds et visent à assurer la salubrité et la sécurité des occupants au regard des critères fixés dans ladite fiche technique.

Art. 4. Par dérogation à l'article 6 de l'arrêté, l'aide visée au présent arrêté est attribuée pour moitié sous la forme d'un prêt à taux 0 % et pour l'autre moitié sous la forme d'une subvention.

Art. 5. Par dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 7 de l'arrêté, la somme de la subvention et du prêt ne peut excéder 30.000 euros par logement réhabilité dans le cadre de l'application du présent arrêté.

Art. 6. Les paragraphes 2 et 3 de l'article 7 de l'arrêté ne sont pas applicables dans le cadre de l'application du présent arrêté.

Art. 7. Par dérogation au premier alinéa de l'article 8 de l'arrêté, dans le cadre de l'application du présent arrêté, le logement est géré par l'opérateur pour une période minimale de 24 mois et dans tous les cas jusqu'au remboursement du prêt octroyé.

Art. 8. Par dérogation au premier alinéa de l'article 9 de l'arrêté, dans le cadre de l'application du présent arrêté, le logement est mis à disposition par l'opérateur aux ménages de catégorie 1, 2 et 3. Il fait l'objet d'une convention d'occupation précaire ou d'un bail de résidence principale dans le but d'héberger ces ménages.

Art. 9. Les deux premiers alinéas de l'article 10 de l'arrêté ne sont pas applicables dans le cadre de l'application du présent arrêté.

Art. 10. Dans le cadre de l'application du présent arrêté, le solde du prêt est remboursable immédiatement dès l'instant où l'emprunteur dénonce le mandat de gestion précité.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature

Art. 12. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 août 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 août 2021 dérogeant à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 déterminant les conditions et modalités d'octroi d'une aide aux agences immobilières sociales et aux associations de promotion du logement en vue d'effectuer des travaux de réhabilitation et de restructuration dans les biens immobiliers qu'elles prennent en gestion ou en location en vue de permettre le relogement des personnes sinistrées par les inondations du mois de juillet 2021

Fiche technique pour relogement transitoire

Critères indispensables pour assurer la salubrité et la sécurité des occupants, les délais d'exécution estimés le sont en cohérence avec la situation d'urgence.

I. Enveloppe et structure du logement

1. Stabilité générale :

vérifier • si absence de vices majeurs ou défaut de nature à compromettre la stabilité des éléments tels que : parois verticales - planchers - charpentes - autres ;

• si absence de lézardes, fissures profondes, dévers, bombements, ...

2. Salubrité générale : examen global : humidité importante ? champignons ? parasites ? fortes odeurs ? ...

3. Etanchéité - ventilation :

- le logement ne présente pas d'humidité par infiltrations et/ou ascensionnelle ;

- s'assurer de la possibilité de ventiler les pièces du logement pour éviter la condensation : vérification des dispositifs : extracteur pièces humides ? aérateurs ? état des châssis ?

II. Installations techniques

1. Installation électrique :

- attestation de conformité sur l'installation électrique obligatoire ;

- installation électrique suffisamment dimensionnée (surtout si chauffe électrique) ;

- au besoin faire procéder aux travaux pour la mise en conformité ;

- tableau électrique et dispositif de coupure électrique accessibles.

2. Installation de gaz :

- dispositif de coupure de l'installation de gaz accessible en permanence à l'occupant ;

- toutes installations produisant gaz brûlés doit être munie d'un dispositif d'évacuation en bon état de fonctionnement, et donnant accès à l'air libre. ! Intoxication CO !

3. Installation sanitaire :

- un point d'eau potable accessible en permanence ;

- à minima, un coin cuisine équipé d'un robinet sur réceptacle (évier avec siphon muni d'un système d'évacuation) ;

- à minima, un coin salle de bain avec eau chaude (douche ou une baignoire).

- un WC, muni d'une chasse d'eau ;

- système d'égouttage en fonctionnement (vers égouttage principal).

4. Installation chauffage :

- s'assurer du bon fonctionnement de l'équipement de chauffage ou disposition pour permettre le placement d'un point de chauffage fixe, et ce, dans au moins une pièce : existence d'un conduit de cheminée ?, prises électriques adaptées ? ; ...

- l'installation de chauffage ne présentera pas un caractère manifestement dangereux.

III. Sécurité et santé de l'occupant

1. Contexte général : vérifier la non-dangereosité du contexte et l'accessibilité du logement.

2. Eléments de protection :

- analyser et anticiper les situations pouvant amener un risque de chute ;

- vérifier les éléments de protections balcons, hauteur d'allège des baies, de fenêtres, mezzanines, cages d'escaliers, ou toutes autres situations liées au vide ;

3. Escaliers :

- les escaliers seront fixes et stables constitués de marches horizontales et régulières ;

- ils seront équipés d'une main courante rigide et de garde-corps.

4. Hauteur de passage : hauteur libre des baies de passage et échappées ne présentant pas un danger.

5. Santé des occupants : vérifier si contaminations et/ou pollutions diverses possibles : CO, ...

IV. Propreté

1. Evaluation : logement vide ou pas ? Rangement à faire. Evacuation d'objets éventuelle.

2. Nettoyage : nettoyage à effectuer ?

3. Etats de surfaces :

- sols-murs-plafond : diagnostic de l'état ;

- propositions de solutions efficaces le cas échéant : revêtement souple, dalle à clipser, ...

4. Mise en peinture : prévoir une couche de rafraîchissement des murs et plafonds en blanc si nécessaire.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/21650]

12. AUGUST 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abweichung vom Erlass der Wallonischen Regierung 23. Dezember 2010 zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung einer Beihilfe an die Agenturen für soziale Wohnungen oder Vereinigungen zur Förderung des Wohnungswesens zwecks der Durchführung von Sanierungs- und Umgestaltungsarbeiten in den Immobiliengütern, deren Verwaltung oder Miete sie übernehmen, mit dem Zweck, die Wiederunterbringung der von den Überschwemmungen im Juli 2021 betroffenen Personen zu ermöglichen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 2, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches für nachhaltiges Wohnen, Artikel 2 und 85bis § 1, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003 und abgeändert durch das Dekret vom 20. Juli 2005, und § 2, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003;

Aufgrund der am 4. August 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 5. August 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 4. August 2021, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 11. August 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 3. Januar 12 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 70.065/2/V des Staatsrats;

In Erwägung der Dringlichkeit, die durch die Tatsache begründet ist, dass die Überschwemmungen vom Juli 2021 eine beträchtliche Anzahl von Häusern unbewohnbar gemacht haben, dass das Angebot an Wohnungen auf dem privaten und öffentlichen Mietmarkt nicht ausreicht, um die Nachfrage zu decken, und dass es daher unerlässlich ist, die verfügbaren oder schnell verfügbaren Wohnungen so weit wie möglich zu mobilisieren, um den betroffenen Familien eine angemessene Unterkunft zu ermöglichen, bis sie entweder in ihre renovierten Häuser zurückkehren oder eine Wohnung für einen stabileren Zeitraum finden können;

Auf Vorschlag des Ministers für Wohnungswesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Definition*

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter "Erlass" den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010 zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung einer Beihilfe an die Agenturen für soziale Wohnungen oder Vereinigungen zur Förderung des Wohnungswesens zwecks der Durchführung von Sanierungs- und Umgestaltungsarbeiten in den Immobiliengütern, deren Verwaltung oder Miete sie übernehmen.

KAPITEL II. - Bestimmungen zur Abweichung vom Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010 zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung einer Beihilfe an die Agenturen für soziale Wohnungen oder Vereinigungen zur Förderung des Wohnungswesens zwecks der Durchführung von Sanierungs- und Umgestaltungsarbeiten in den Immobiliengütern, deren Verwaltung oder Miete sie übernehmen

Art. 2 - Abweichend von Artikel 2 des Erlasses kann ein Vermittler die Beteiligung des Fonds für jede Immobilie beantragen, deren Verwaltung oder Miete er übernimmt, mit dem Zweck, Wohnungen zu sanieren, die den Haushalten zur Verfügung gestellt werden, deren Wohnung während der Überschwemmungen des Monats Juli 2021 beschädigt worden ist.

Diese Wohnungen sind dazu bestimmt, für die vorübergehende Unterbringung der geschädigten Haushalte schnell in Stand gebracht zu werden. Die Wohnung wird im Rahmen einer Vereinbarung zur prekären Bewohnung oder eines Mietvertrags für den Hauptwohntort bewohnt werden.

Innerhalb von drei Monaten ab dem Datum des Einzugs in die unter Verwaltung genommene Unterkunft muss der Vermittler der Akte mit allen rechtlich zulässigen Mitteln den Beweis zuführen, dass die Wohnung der bewohnenden Haushalte aufgrund der Überschwemmungen vom Juli 2021 vorübergehend oder dauerhaft unbewohnbar ist.

Falls der bzw. die Inhaber von dinglichen Rechten das Gut infolge dieser prekären Bewohnung wieder in Stand setzen möchte(en), durch Anwendung der im Erlass festgelegten Beihilferegelung, wird der in Artikel 2 des Erlasses genannte Begriff der erstmaligen Übernahme der Verwaltung aufgehoben.

Art. 3 - Abweichend von Artikel 5 des Erlasses zielen die im Rahmen des vorliegenden Erlasses finanzierten Arbeiten darauf ab, unbewohnte Wohnungen zu sanieren, deren Verwaltung im Rahmen der außerordentlichen Umstände im Anschluss an die gewaltigen Überschwemmungen des Monats Juli 2021 übernommen wird. Die Verwaltung dieser Wohnungen wird vorübergehend übernommen. Die finanzierten Arbeiten sind in einem vom Fonds erstellten technischen Merkblatt aufgeführt und zielen darauf ab, die gesundheitliche Zuträglichkeit der Wohnung und die Sicherheit der Bewohner gemäß den im Merkblatt festgelegten Kriterien zu gewährleisten.

Art. 4 - Abweichend von Artikel 6 des Erlasses wird die in vorliegendem Erlass genannte Beihilfe für die eine Hälfte in Form eines zinslosen Darlehens und für die andere Hälfte in Form eines Zuschusses gewährt.

Art. 5 - Abweichend von Artikel 7 § 1 des Erlasses darf die Summe des Zuschusses und des Darlehens 30.000 Euro pro im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Erlasses sanierte Wohnung nicht überschreiten.

Art. 6 - Die Paragraphen 2 und 3 des Artikels 7 des Erlasses sind im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Erlasses nicht anwendbar.

Art. 7 - Im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Erlasses wird die Wohnung, abweichend von Artikel 8 Absatz 1 des Erlasses, während eines Zeitraums von mindestens 24 Monaten und unter allen Umständen bis zur Rückzahlung des gewährten Darlehens vom Vermittler verwaltet.

Art. 8 - Im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Erlasses wird die Wohnung, abweichend von Artikel 9 Absatz 1 des Erlasses, vom Vermittler den Haushalten der Kategorien 1, 2 und 3 zur Verfügung gestellt. Sie wird Gegenstand einer Vereinbarung zur prekären Bewohnung oder eines Mietvertrags für den Hauptwohnort, mit dem Zweck, diese Haushalte unterzubringen.

Art. 9 - Die ersten beiden Absätze des Artikels 10 des Erlasses sind im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Erlasses nicht anwendbar.

Art. 10 - Im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Erlasses ist der Restbetrag des Darlehens sofort zurückzuzahlen, sobald der Darlehensnehmer das vorerwähnte Verwaltungsmandat aufkündigt.

KAPITEL III. — *Schlussbestimmungen*

Art. 11 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 12 - Der Minister für Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. August 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. August 2021 zur Abweichung vom Erlass der Wallonischen Regierung 23. Dezember 2010 zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung einer Beihilfe an die Agenturen für soziale Wohnungen oder Vereinigungen zur Förderung des Wohnungswesens zwecks der Durchführung von Sanierungs- und Umgestaltungsarbeiten in den Immobiliengütern, deren Verwaltung oder Miete sie übernehmen, mit dem Zweck, die Wiederunterbringung der von den Überschwemmungen im Juli 2021 betroffenen Personen zu ermöglichen

Technisches Merkblatt für die vorübergehende Wiederunterbringung

Erforderliche Kriterien zur Gewährleistung der gesundheitlichen Zuträglichkeit der Wohnung und der Sicherheit der Bewohner, wobei die Ausführungsfristen der Notsituation Rechnung tragen.

I. Außenhaut und Struktur des Wohnhauses

1. Allgemeine Stabilität:

prüfen • ob es keine größeren Mängel oder Fehler gibt, die die Stabilität der Elemente beeinträchtigen könnten: z.B. vertikale Wände - Boden - Dachstuhl - sonstige;

• ob es keine Mauerrisse, tiefen Brüche, Überhöhungen, Wölbungen, ..., gibt

2. Allgemeine gesundheitliche Zuträglichkeit: allgemeine Bewertung: hohe Luftfeuchtigkeit? Pilze? Parasiten? starke Gerüche? ...

3. Abdichtung - Lüftung:

- die Wohnung weist keine Feuchtigkeit (eindringende und/oder aufsteigende Feuchtigkeit) auf;

- sicherstellen, dass es möglich ist, die Räume der Wohnung zu lüften, um Kondensation zu vermeiden: Überprüfung der Vorrichtungen: Dunstabzug in feuchten Räumen? Belüfter? Zustand der Tür- und Fensterrahmen?

II. Technische Anlagen

1. Stromanlage:

- verpflichtete Konformitätsbescheinigung für die elektrische Anlage;

- eine ausreichend stark dimensionierte Elektroanlage (insbesondere bei elektrischer Heizung);

- falls erforderlich, die Arbeiten durchführen lassen, um die Anlage in Übereinstimmung mit den Vorschriften zu bringen;

- zugängliche elektrische Schalttafel und Trennvorrichtung.

2. Gasanlage:

- Abschaltvorrichtung der Gasanlage jederzeit erreichbar für den Bewohner;

- jede Anlage, die Verbrennungsgase erzeugt, ist mit einer Abzugsvorrichtung ausgestattet, die funktionsfähig ist und zum Freien führt. ! CO-Vergiftung !

3. Sanitäre Einrichtungen:

- eine Trinkwasserzapfstelle, die jederzeit zugänglich ist;

- mindestens eine Küchenecke mit Wasserhahn auf einem Sammelbecken (Spülbecken mit Siphon und Abflusssystem);

- mindestens ein Badbereich mit Warmwasser (Dusche oder Badewanne).

- ein WC mit Wasserspülung;

- funktionelles Abwassersystem (zur Hauptabflussleitung)

4. Heizanlage:

- Sichergehen, dass die Heizungsanlage ordnungsgemäß funktioniert oder dass in mindestens einem Raum eine feste Heizstelle vorhanden ist: Gibt es einen Schornstein?, geeignete Steckdosen? ; ...

- die Heizanlage darf offensichtlich nicht gefährlich sein.

III. Sicherheit und Gesundheit der Bewohner

1. Allgemeine Umgebung: prüfen, ob die Umgebung sicher und die Wohnung zugänglich ist.

2. Schutzvorrichtungen:

- die Situationen analysieren und vermeiden, die zu einer Sturzgefahr führen können;

- die Schutzvorrichtungen prüfen: Balkone, Brüstungshöhe, Fenster, Zwischengeschosse, Treppenhäuser oder jede andere Situation, die mit der Höhe zusammenhängt;

3. Treppen:

- die Treppe muss fest und stabil sein und regelmäßige horizontale Stufen aufweisen;

- sie müssen mit einem festen Handlauf und einem Geländer ausgestattet sein.

4. **Lichte Höhe:** die freie Höhe der Durchgänge und Fluchtwege darf keine Gefahr aufweisen.
 5. **Gesundheit der Bewohner:** prüfen, ob es keine Verschmutzung/Kontaminationsgefahr gibt: CO, ...

IV. Sauberkeit

1. **Bewertung:** Wohnung leer oder nicht? Aufräumen nötig? Gibt es Gegenstände, die zu entfernen sind?
 2. **Reinigung:** muss die Wohnung gereinigt werden?
 3. **Zustand der Oberflächen:**
 - Böden - Wände - Decke: Diagnose des Zustands
 - ggf. Vorschläge für eine zweckmäßige Lösung: weicher Fußbodenbelag, Clips-Fliesen, ...
 4. **Anstrich:** wenn erforderlich, einen weißen Anstrich der Wände und Decken vorsehen.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/21650]

12 AUGUSTUS 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot afwijking van het besluit van de Waalse Regering van 2021 december 2010 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van een tegemoetkoming aan de agentschappen voor sociale huisvesting en aan de verenigingen voor de bevordering van de huisvesting met het oog op de uitvoering van renovatie- en herstructureringswerken in onroerende goederen die ze beheren of verhuren met het oog op de herhuisvesting van de door de overstromingen van juli 2021 getroffen personen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 2, zoals gewijzigd;
 Gelet op het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, artikelen 2 en 85bis, § 1, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003 en gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, en § 2, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 augustus 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 5 augustus 2021;

Gelet op het rapport van 4 augustus 2021, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 70.065/2/V van de Raad van State, gegeven op 11 augustus 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de hoogdringendheid die is ingegeven door het feit dat de overstromingen van juli 2021 een aanzienlijk aantal woningen onbewoonbaar hebben gemaakt, dat het aanbod van woningen op de particuliere en de openbare huurmarkt ontoereikend is om aan de vraag te voldoen en dat het derhalve van essentieel belang is de beschikbare of snel beschikbare woningen zo ruim mogelijk te mobiliseren, zodat de getroffen gezinnen over behoorlijke huisvesting kunnen beschikken in afwachting van hetzij de terugkeer naar hun gerenoveerde woningen, hetzij het vinden van huisvesting voor een meer stabiele periode;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsbepaling

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder "besluit", het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van een tegemoetkoming aan de agentschappen voor sociale huisvesting en aan de verenigingen voor de bevordering van de huisvesting met het oog op de uitvoering van renovatie- en herstructureringswerken in onroerende goederen die ze beheren of verhuren.

HOOFDSTUK II. - Bepalingen die afwijken van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van een tegemoetkoming aan de agentschappen voor sociale huisvesting en aan de verenigingen voor de bevordering van de huisvesting met het oog op de uitvoering van renovatie- en herstructureringswerken in onroerende goederen die ze beheren of verhuren

Art. 2. In afwijking van artikel 2 van het besluit kan een vastgoedbeheerder de tegemoetkoming van het Fonds vragen voor elk onroerend goed dat hij in beheer neemt of verhuurt met het oog op de renovatie van woningen die ter beschikking worden gesteld van gezinnen waarvan de woningen door de overstromingen van juli 2021 zijn getroffen

Het is de bedoeling dat deze woningen snel in gereedheid worden gebracht om getroffen gezinnen tijdelijk onderdak te bieden. De woning wordt bewoond op grond van een overeenkomst voor preciaire bewoning of een huurovereenkomst voor hoofdverblijfplaats.

Binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de datum van het onder beheer nemen van de woning, voegt de vastgoedbeheerder met alle rechtsmiddelen aan het dossier het bewijs toe dat de woning van de betrokken gezinnen tijdelijk of definitief onbewoonbaar is ten gevolge van de overstromingen die zich in juli 2021 hebben voorgedaan.

Indien de houder(s) van een zakelijk recht het goed na deze preciaire bewoning wenst (wensen) te herstellen door middel van de bij het besluit vastgestelde steunmaatregel, wordt het in artikel 2 van het besluit vervatte begrip van eerste beheersovername opgeheven.

Art. 3. In afwijking van artikel 5 van het besluit zijn de in het kader van dit besluit gefinancierde werkzaamheden gericht op het herstel van leegstaande woningen die in beheer zijn genomen in het kader van de uitzonderlijke omstandigheden die verband houden met de zware overstromingen in juli 2021. Deze woningen worden beheerd op basis van een overgangsregeling. De gefinancierde werkzaamheden worden vermeld in een door het Fonds opgesteld technische fiche en zijn bedoeld om de gezondheid en de veiligheid van de bewoners te garanderen volgens de criteria die in de technische fiche zijn vastgesteld.

Art. 4. In afwijking van artikel 6 van het besluit wordt de helft van de in dit besluit bedoelde steun verleend in de vorm van een lening tegen nultarief en de andere helft in de vorm van een toelage.

Art. 5. In afwijking van artikel 7, paragraaf 1, van het besluit mag de som van de toelage en de lening niet meer bedragen dan 30.000 euro per woning die in het kader van de toepassing van dit besluit wordt gerenoveerd.

Art. 6. De paragrafen 2 en 3 van artikel 7 van het besluit zijn niet van toepassing in het kader van de toepassing van dit besluit.

Art. 7. In afwijking van artikel 8, eerste lid, van het besluit wordt de woning in het kader van de toepassing van dit besluit beheerd door de vastgoedbeheerder gedurende een periode van minimaal 24 maanden en in ieder geval totdat de verstrekte lening is terugbetaald.

Art. 8. In afwijking van artikel 9, eerste lid, van het besluit wordt de woning in het kader van de toepassing van dit decreet door de vastgoedbeheerder ter beschikking gesteld aan gezinnen van de categorieën 1, 2 en 3. Er is een overeenkomst voor preciaire bewoning of een huurovereenkomst voor hoofdverblijfplaats met het oog op de huisvesting van deze gezinnen.

Art. 9. De eerste twee leden van artikel 10 van het besluit zijn niet van toepassing in het kader van de toepassing van dit besluit.

Art. 10. In het kader van de toepassing van dit besluit is het saldo van de lening onmiddellijk terugbetaalbaar vanaf het ogenblik waarop de leningnemer het bovenvermelde beheersmandaat opzegt.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op de dag van ondertekening ervan.

Art. 12. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 augustus 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 12 augustus 2021 tot afwijking van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van een tegemoetkoming aan de agentschappen voor sociale huisvesting en aan de verenigingen voor de bevordering van de huisvesting met het oog op de uitvoering van renovatie- en herstructureringswerken in onroerende goederen die ze beheren of verhuren met het oog op de herhuisvesting van de door de overstromingen van juli 2021 getroffen personen

Technische fiche voor tijdelijke herhuisvesting

Criteria die essentieel zijn om de gezondheid en de veiligheid van de bewoners te waarborgen, de geraamde uitvoeringstermijnen zijn in overeenstemming met de noodsituatie

I. Omhulsel en structuur van de woning

1. Algemene stabiliteit :

Controleren - of er geen belangrijke defecten of gebreken zijn die de stabiliteit in gevaar kunnen brengen van elementen zoals: verticale muren - vloeren - geraamte - andere ;

- of er geen scheuren zijn, diepe scheuren, verkantingen, uitstulpingen, enz.

2. Algemene gezondheid: algemeen onderzoek: hoge vochtigheid? schimmels? parasieten? sterke geuren? ...

3. Afdichting - ventilatie :

- de woning vertoont geen vochtigheid ten gevolge van doorsijpelend en/of opstijgend vocht;

- ervoor zorgen dat de ruimten in de woning kunnen worden geventileerd om condensatie te voorkomen: controle van de inrichtingen: afzuigventilator in vochtige ruimten? ventilatoren? staat van de ramen?

II. Technische installaties

1. Elektrische installatie :

- verplicht conformiteitsattest voor de elektrische installatie;

- voldoende grote elektrische installatie (vooral indien elektrisch verwarmd);

- zo nodig werkzaamheden uitvoeren voor het in overeenstemming brengen;

- toegankelijk elektrisch paneel en uitschakelapparaat.

2. Gasinstallatie :

- de inrichting voor het afsluiten van de gasinstallatie permanent toegankelijk voor de bewoner;

- elke installatie met rookgasvorming moet worden voorzien van een afvoersysteem waarvan de goede werking gewaarborgd is en dat toegang geeft tot buitenlucht. ! CO-vergiftiging !

3. Sanitaire installatie :

- een permanent toegankelijk drinkwaterpunt;

- ten minste één keukenruimte uitgerust met een kraan op een vergaarbak (gootsteen met sifon voorzien van een afvoersysteem);
- ten minste één badkamer met warm water (douche of bad).
- een toilet, met een doorspoeling;
- Afvoersysteem in werking (naar hoofdafvoer).

4. Verwarmingsinstallatie:

- ervoor zorgen dat de verwarmingsinstallatie in goede staat is of dat er in ten minste één vertrek een vast verwarmingspunt is: is er een schoorsteenkanaal, zijn er geschikte stopcontacten? ; ...
- de verwarmingsinstallatie zal geen mogelijk gevaar opleveren.

III . Veiligheid en gezondheid van de bewoner

1. **Algemene context:** controleren of de context veilig is en de woning toegankelijk.

2. Beschermingselementen :

- situaties analyseren en voorzien die tot een valrisico kunnen leiden;
- de beschermende elementen van balkons, borstweringen van ramen, tussenverdiepingen, trappenhuisen, of andere situaties in verband met de lege ruimte controleren;

3. Trappen:

- de trap moet vast en stabiel zijn, met regelmatige horizontale treden;
- ze zullen worden uitgerust met een stijve leuning en relingen.

4. **Vrije hoogte:** de vrije hoogte van niet-gevaarlijke doorgangen en vluchtwegen.

5. **Gezondheid van de bewoners:** controle op mogelijke verontreiniging en/of besmetting: CO,

IV. Netheid

1. **Evaluatie:** woning leeg of niet? Moet er opgeruimd worden. Mogelijke evacuatie van objecten.

2. **Schoonmaken :** moet er worden schoongemaakt?

3. Oppervlaktegesteldheid :

- vloer-wand-plafond: toestandsdiagnose
- voorstellen voor doeltreffende oplossingen, waar nodig: flexibele vloeren, klikbare tegels, enz.

4. **Schilderwerk:** een laag witte verf op de muren en plafonds indien nodig.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[C – 2021/32415]

Personnel. — Promotion

Par arrêté royal du 18 juillet 2021, Monsieur Mathieu COTON, est promu par avancement à la classe supérieure dans la classe A2 avec le titre d'Attaché au Service Public Fédéral Chancellerie du Premier Ministre dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1^{er} mai 2021.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[C – 2021/32415]

Personeel. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 18 juli 2021, wordt de heer Mathieu COTON, bevorderd door verhoging naar de hogere klasse in de klasse A2, met de titel van Attaché bij de Federale Overheidsdienst Kanselarij van de Eerste Minister, in een betrekking van het Franse taalkader, met ingang van 1 mei 2021.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33 te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2021/32049]

Changement de nom. — Publication

Par arrêté royal du 14 juillet 2021 Monsieur Akopian, Dimitri, né à Gitashen (Fédération de Russie) le 22 décembre 1971, demeurant à Gand, a été autorisé à substituer à son nom celui de "Oliynyk".

Par arrêté royal du 14 juillet 2021 Mademoiselle De Fleurquin Laureyn, Liv, née à Anvers, district Wilrijk le 29 juin 2011; et

le nommé De Fleurquin Laureyn, Lowie, né à Anvers, district Wilrijk le 7 mai 2014, tous deux demeurant à Herentals, ont été autorisés à substituer à leur nom celui de "De Fleurquin".

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2021/32049]

Naamsverandering. — Bekendmaking

Bij koninklijk besluit van 14 juli 2021 is machtiging verleend aan de heer Akopian, Dimitri, geboren te Gitashen (Russische Federatie) op 22 december 1971, wonende te Gent, om zijn naam in die van "Oliynyk" te veranderen.

Bij koninklijk besluit van 14 juli 2021 is machtiging verleend aan juffrouw De Fleurquin Laureyn, Liv, geboren te Antwerpen, district Wilrijk op 29 juni 2011; en

de genaamde De Fleurquin Laureyn, Lowie, geboren te Antwerpen, district Wilrijk op 7 mei 2014, beiden wonende te Herentals, om hun naam in die van "De Fleurquin" te veranderen.